

## À J-1 DU RENDEZ-VOUS ÉLECTORAL

## Législatives : l'enjeu de la participation

**La campagne électorale s'est achevée comme elle a commencé : sur un appel insistant à se présenter aux urnes le 4 mai. Jusqu'aux derniers moments, la peur de l'abstention a été au cœur de toutes les préoccupations et le Premier ministre en a démontré l'ampleur à partir de Sétif.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -**

Les appels au vote ont même constitué l'unique véritable message transmis durant ces 21 jours par les candidats. Chacun à sa manière, les prétendants à la députation ont usé de tous les moyens autorisés pour tenter d'amener les Algériens à «réaliser que de leur voix dépend le passage de l'Algérie vers une autre étape plus favorable». «Une Algérie nouvelle», «Un nouveau départ», «Une rupture avec les méthodes passées» indiquaient slogans et dépliant affichés ou remis aux passants dans les quatre coins de la ville.

Les concernés ont voulu ratisser large en ciblant toutes les composantes de la société auxquelles sont promis des «changements» à travers l'attitude combative des députés qui seront élus au sein de l'Assemblée. Avec son humour habituel, le Premier

ministre a même réussi à capter l'attention d'un grand nombre d'Algériens en demandant aux femmes algériennes de forcer leurs époux à sortir voter le 4 mai. Mais derrière les rires du moment, se cachent l'incertitude, la peur de l'abstention...

Abdelmalek Sellal et toutes les forces impliquées dans le processus ont un retour d'écoute qui va à contresens de leurs aspirations. Qui démontre parfois que les Algériens se sont déjà exprimés à leur manière durant toute cette campagne. Certains faits ont jeté le froid.

Mohamed Djamaï, tête de liste FLN à Tébessa, a été surpris en plein meeting par des jets de pierres et d'œufs pourris lancés par des citoyens qui se disaient las de ses promesses.

A Batna, la visite du Premier ministre a été écourtée en raison de l'attitude d'une foule peu encline à recevoir des officiels ce jour-



Chacun à sa manière, les candidats ont voulu ratisser large.

là. Les vidéos de ces incidents tournent d'ailleurs en boucle sur les réseaux sociaux qui offrent, par ailleurs, un large aperçu du sentiment général qui se dégage face à ce scrutin. Le même qui se dégage dehors, dans les rues où les slogans qui barrent les photos des candidats en disent long sur l'état d'esprit des Algériens.

Il y a moins d'une semaine, Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT),

résumait la situation dans une déclaration : «La campagne électorale pour les législatives est timide et se déroule dans un climat de grande déception politique. Ce climat est lié au bilan négatif du Parlement sortant qui a conduit le peuple à la paupérisation en entérinant des lois qui desservent la politique sociale, telles que la loi de finances 2017 et celles relatives à l'investissement et à la santé. Les deux par-

tis au pouvoir, majoritaires à l'APN, ont adopté des lois qui ont provoqué la décadence de l'Etat.» Louisa Hanoune, qui achève une tournée à travers plus d'une trentaine de wilayas du pays, prévoit un fort taux d'abstention.

En 2012 déjà, les législatives, organisées à une époque où les tensions se faisaient nettement moins ressentir qu'aujourd'hui, s'étaient soldées par un taux de participation de 42,90%. Un taux raisonnable jugé conforme à la nature d'un événement connu pour ne pas emballer les masses. La question qui se pose à présent est de savoir si cette norme pourra être maintenue cette année.

Les candidats à l'élection de 2017 évoquent eux-mêmes la possibilité d'une abstention d'où sortira le chiffre le plus bas de l'histoire de l'Algérie. De ce fait, le 4 mai est désormais perçu comme une date symbole censée renseigner définitivement sur la véritable nature des relations entre la société et le pouvoir et démontrer de quelle manière ce dernier compte dépasser cette épreuve.

A. C.

## LÉGISLATIVES DU 4 MAI

## Bedoui promet la neutralité de l'administration

**En prévision des législatives du 4 mai, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a insisté, hier, lors de son passage au forum de la Radio nationale, sur la neutralité de l'administration. Tout en insistant que les observateurs internationaux, invités pour superviser le déroulement de ce scrutin, auront toute la latitude d'aller «là où ils veulent», à charge à l'administration de leur assurer les bonnes conditions d'exercice de leur mission.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir) -** Pour rappel, des délégations d'observateurs internationaux représentant diverses institutions régionales et mondiales (Union africaine, ONU, Ligue arabe, Union européenne) séjournent en Algérie afin d'assister au déroulement de ce scrutin qualifié de crucial.

Ce faisant, le ministre a évoqué le contexte sécuritaire régional et mondial et les menaces qui pèsent sur le pays pour inciter les Algériens à aller voter massivement lors de cette élection. Il a fait valoir le contexte sécuritaire qui a prévalu durant la décennie 1990 qu'il a appelé à ne pas oublier mais que tout Algérien se doit de se rappeler pour dire que la stabilité n'a pas été facile à instaurer. «Nous avons vécu l'enfer durant toutes ces années du terrorisme. Chaque jour, des centaines d'Algériens et d'Algériennes étaient assassinés. Je ne dis pas cela pour faire peur,



Nouredine Bedoui, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

mais en tant que ministre de l'Intérieur, je me dois de le rappeler aux consciences. Ne pas en parler serait impardonnable !» a indiqué l'invité du forum de la Radio nationale.

Et d'évoquer les appels au boycott lancés notamment à travers les réseaux sociaux, appelant à ne pas utiliser les nouvelles technologies dans un sens négatif.

Nouredine Bedoui faisait une allusion au contenu d'une vidéo postée récemment par un jeune Youtubeur algérien, largement partagée sur le réseau social Facebook, dans laquelle il exprime clairement qu'il n'irait pas voter.

Le ministre prévient que ce genre de vidéos ne manquent pas d'arrière-pensées et même de manipulations venant de parties étrangères qu'il n'a pas nommées. Cependant, soutient Bedoui, la toile regorge aussi de jeunes Algériens qui appellent au vote, et c'est cela que le ministre préfère retenir. «Nous sommes fiers de

nos jeunes qui communiquent sur ces espaces virtuels, mais il faut faire très attention sur l'usage qu'on en fait», a martelé le ministre.

Sur le même registre des nouvelles technologies, Nouredine Bedoui soutient que l'Etat s'approprie de plus en plus ces outils novateurs et promet que d'ici 2022, le processus électoral sera totalement informatisé ; les votants pourront accomplir leur devoir électoral via leurs cartes d'identité biométriques dont une des nombreuses applications permet justement l'acte de voter. «La carte d'identité biométrique n'est pas une carte ordinaire. Elle comporte des dizaines d'applications, celle du vote», a expliqué Bedoui.

Par ailleurs, le ministre assure que tous les moyens ont été mis à la disposition des partis et des candidats afin de tenir leurs meetings, précisant qu'aucune plainte n'a été émise à ce propos.

Y. D.

55<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE  
L'ATTENTAT DE L'OAS  
CONTRE LE PORT D'ALGER

## L'hommage aux dockers

**Mercredi 2 mai 1962. Il y avait foule devant le centre d'embauche situé à quelques mètres de l'entrée principale du port d'Alger. Il est à peine 6h du matin. Explosion. Des dizaines de morts et des centaines de blessés sont enregistrés. L'engin explosif, une voiture chargée de ferraille et de morceaux de fonte, fait des massacres. Les victimes, des dockers habitant en grande majorité La Casbah.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** Mardi 2 mai 2017. Abdelmalek Sellal, en compagnie du ministre du Travail, du wali d'Alger, du secrétaire général de l'UGTA et des autorités locales, commémore le cinquante-cinquième anniversaire de ce triste souvenir. Gerbes de fleurs et prises de parole. La cérémonie n'a duré qu'une trentaine de minutes. Le représentant de la Direction du port d'Alger prend la parole et rend un vibrant hommage aux «victimes qui ont payé de leurs vies l'indépendance de notre pays».

L'orateur rappelle les circonstances de l'acte terroriste portant la signature de l'Organisation armée secrète (OAS). L'acte criminel est intervenu au lendemain de la signature des accords d'Evian, consacrant l'instauration d'un cessez-le-feu en Algérie. «Cet acte ignoble constitue une vaine tentative des tenants de l'Algérie française» de saborder le processus d'accession à l'indépendance, entamé en Algérie après 7 ans et demi d'une guerre sans merci, qui a fait plus d'un million et demi de chouchada», témoigne un représentant de l'Organisation des moudjahidine de la wilaya d'Alger.

Cette cérémonie intervient au lendemain de la célébration par l'Algérie de la fête internationale du Travail à l'occasion de laquelle une lettre a été adressée par le président de la République au monde du travail. Dans sa lettre, le Président Abdelaziz Bouteflika a notamment relevé que «les travailleurs ont pris une part active à la lutte de Libération nationale, pour laquelle ils se sont fortement mobilisés au sein de l'Union générale des travailleurs algériens, dont des dizaines de milliers d'adhérents sont tombés en martyrs pour notre indépendance, parmi eux Aïssat Idir, son secrétaire général».

Il a souligné, dans ce sens, que «les travailleurs font d'ailleurs partie des martyrs de notre indépendance, à l'image de dizaines d'humbles dockers assassinés d'une manière barbare le 2 mai 1962, après le cessez-le-feu et à la veille de la restauration de notre Etat, par les escadrons de la mort de l'Organisation armée secrète».

A. B.